



Vers un développement durable au Luxembourg

Atelier 3 autour du PIBien-être, Cour des Comptes européenne, 29 octobre 2010

Introduction par Raymond Weber, président du CSDD

1. Au nom du Conseil Economique et Social et du Conseil Supérieur pour un Développement Durable, bienvenue à ce 2^e Atelier (même s'il porte le numéro 3) que nous organisons dans notre réflexion sur « un système d'indicateurs du bien-être mesurant le progrès de la société dans une optique de long terme et dépassant les indicateurs traditionnels tels que le PIB par tête » (lettre de mission du Premier Ministre, en date du 23 avril 2010).

Afin de produire « un avis conjoint », le groupe conjoint CES-CSDD peut recourir aux bases de données du STATEC et se fonder sur l'expertise de l'Observatoire de la Compétitivité. Nous avons décidé par ailleurs d'enrichir notre réflexion commune grâce à trois Ateliers sur « Le système des comptes nationaux et du PIB » (19 mai), sur « Vers une meilleure prise en compte de la qualité de vie » (qui aura lieu le 11 novembre prochain) et le présent Atelier intitulé « Vers un développement durable au Luxembourg ».

Rappelons aussi que deux conférences ont été organisées, prononcées par Philippe Le Clézio sur « Vers d'autres mesures de la richesse et du bien-être » (1^{er} mars) et par Patrick Viveret sur « Avoir plus ou être mieux » (2 juin).

Signalons, enfin, que nous avons pu profiter non seulement des réflexions et études qui se sont faites ces derniers temps tant au sein du CES que du CSDD (je pense, p.ex., à l'important travail qui a été réalisé, notamment avec le CRP Tudor, sur l'empreinte écologique du Luxembourg), mais aussi des réflexions et discussions autour de cette thématique sur de nouveaux indicateurs de richesse ou de bien-être qui ont pu être réalisées au sein d'autres instances (cfr, p.ex., le Séminaire sur la mesure du progrès, du développement et du bien-être, organisé par le réseau international des Comités Economiques et Sociaux AECESIS, en juillet dernier, la conférence organisée par la Chambre des Salariés sur « Comment prévenir la

pauvreté ? », en juin, la conférence-débat du MECO « Nach Wegen aus der Wachstumsfalle » suchen ! », en mai, ou encore les travaux du CEPS/Instead sur le « *well-being* ». Aujourd'hui, un autre partenaire se joint d'ailleurs à nos travaux, à savoir la Société luxembourgeoise de l'Evaluation et de la Prospective (SoLEP).

2. Selon la définition proposée en 1987 par la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* dans le Rapport Brundtland, le **développement durable** est :

« un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

Le développement durable se veut un processus de développement qui concilie l'écologique, l'économique, le social et le culturel et établit un cercle vertueux entre ces quatre pôles : c'est un développement économiquement efficace, socialement équitable, écologiquement soutenable et respectueux de la diversité des expressions culturelles. Il est respectueux aussi des ressources naturelles et des écosystèmes (y compris culturels) et il garantit l'efficacité économique, sans perdre de vue les finalités sociales du développement que sont la lutte contre la pauvreté, les inégalités, l'exclusion, ainsi que la recherche de l'équité.

Une stratégie de développement durable impose d'ouvrir notre horizon temporel sur le long terme, celui des générations futures, et notre horizon spatial, en prenant en compte le bien-être de chacun, qu'il soit habitant d'un pays du Sud ou du Nord, d'une région proche, de la ville ou du quartier voisins. Le développement durable se fonde sur la recherche d'intégration et de mise en cohérence des politiques sectorielles et impose un traitement conjoint des effets économiques, sociaux et environnementaux de toute politique ou action humaine. Une telle approche d'intégration impose des démarches multipartenariales et interdisciplinaires. Son succès repose sur le partenariat et la coopération entre acteurs de disciplines différentes (économie, sociologie, écologie, etc.), de secteurs différents (transport, eau, déchets, milieu naturel, développement social, développement culturel, etc.), de milieux différents (entrepreneurial, associatif, institutionnel, administratif, commercial, syndical, etc.), agissant à des échelons territoriaux différents, du niveau international au niveau local.

Le développement durable repose en fait sur une nouvelle forme de gouvernance, où la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision doit prendre le pas sur le simple échange d'informations. Le développement durable entend promouvoir la démocratie participative et rénover l'approche citoyenne. L'accès à l'information et la transparence en sont les pré-requis.

Soulignons, enfin, que le développement durable devient aujourd'hui une approche holistique, se fondant sur une discipline scientifique, avec ses propres concepts, ses laboratoires, ses chercheurs, sa communauté épistémique.

Je me suis permis d'insister sur cette définition polysémique, multisectorielle et pluripartenariale du développement durable, d'une part pour réagir contre une certaine banalisation du concept et, d'autre part, pour éviter qu'on ne réduise cette notion à l'action pour l'environnement et les politiques qui s'y rattachent - aussi importantes soient-elles - en matière de protection de la couche d'ozone, de lutte contre le réchauffement climatique, de conservation de la biodiversité, de préservation des espaces naturels, de renforcement de l'efficacité énergétique, de développement d'énergies renouvelables, etc. Le développement durable implique aussi de nouvelles règles commerciales : une nécessaire mutation de l'agriculture, le commerce équitable, la coopération au développement, la finance éthique, ainsi que de nouvelles règles sociales : une nouvelle gouvernance, le respect des droits humains, des règles internationales du travail renforcées, de nouvelles règles du débat public, la lutte contre la pauvreté partout dans le monde, etc.

3. Notre groupe de travail conjoint CES-CSDD a pris comme base de son travail le **Rapport Stiglitz/Sen/Fitoussi (2009)** qui, malgré quelques critiques qu'on peut lui adresser, constitue sans conteste, pour le moment du moins, le travail le plus complet sur les nouveaux indicateurs de bien-être. Nous y reviendrons sans doute après l'intervention de Didier Blanchet, membre de cette Commission, en début d'après-midi. Contentons pour le moment de dire que les propositions du Rapport Stiglitz nous semblent trop caractérisées par leur économisme et par une définition largement insuffisante du développement durable, dissocié de la qualité de vie et de la qualité des sociétés, ainsi que déconnecté notamment des questions d'inégalités, de pauvreté, de démocratie, de la diversité sociale et de la diversité culturelle qui fondent pourtant la richesse et la spécificité de l'humanité. Par ailleurs, la proposition de prendre l'ENA (épargne nette ajustée) comme futur repère-clef pose problème. Cet indicateur monétaire créé par la Banque mondiale nous semble non seulement incompréhensible pour des non-spécialistes et donc inutilisable pour guider démocratiquement l'action publique ou privée, mais repose sur l'hypothèse pour

nous inacceptable selon laquelle les trois formes de capital (capital économique, capital humain, capital naturel) sont interchangeables et substituables. En évacuant les dimensions sociales et démocratiques du progrès, les inégalités et la pauvreté, cet indicateur tourne le dos à la notion même de développement durable.

Enfin, l'enjeu démocratique dans le débat sur les nouveaux indicateurs de bien-être est primordial. Cela a concerné la Commission Stiglitz, cela concerne aussi l'exercice commun que nous faisons actuellement avec le CES. Qui dit débat démocratique dit non seulement débat de fond sur « le monde que nous voulons » (Amartya Sen, dans un article du journal *Le Monde*, 9 juin 2009 : « le rôle des indicateurs est d'aider à porter les débats sur une autre société et sur un autre usage de l'économie, dans l'arène publique. Ce sont des outils pour la décision démocratique »), mais dit aussi gouvernance permettant de garder l'articulation entre l'élaboration d'indicateurs, qui ne sont définitivement pas de simples outils techniques (économiques et statistiques) et les choix de société.

Aujourd'hui, il convient de passer de la société du « beaucoup avoir » pour quelques-uns à une société de bien-être durable pour tous. Ce que nous devons apprendre pour promouvoir le « bien-être » humain et planétaire, et pour pouvoir le mesurer, c'est notre capacité à mettre en œuvre les principes de responsabilité, de solidarité, d'altérité (reconnaissance de chacun dans ses différences et la recherche des interactions entre tous pour de nouvelles formes de capital social – cf. les « capabilities » d'Amartya Sen), d'égalité d'accès pour tous à la dignité, aux droits, aux « biens communs » matériels et immatériels, au bien-être et à la douceur de vivre. Ce qui nous montre, une nouvelle fois, que redéfinir le tableau de bord de notre richesse nationale implique, sinon au préalable, du moins parallèlement à la réflexion sur de nouveaux indicateurs, une interrogation et une mise en débat de ce qui fait « valeur », de ce qui compte effectivement, de ce qui fait sens dans les échanges, de la place octroyée à la dimension démocratique du « bien vivre ensemble ».

4. Permettez-moi, avant de terminer mon introduction à cet Atelier, de parler très brièvement de trois livres récents qui complètent, à mes yeux, les travaux de la Commission Stiglitz :
 - « *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable* », par **Tim Jackson**. Le Rapport fait pour la Commission pour le Développement Durable du Royaume-Uni nous oblige à regarder au-delà des conceptions habituelles du progrès social et à affronter les défis économiques du futur. Que peut bien signifier la prospérité dans un monde de 9 milliards d'habitants vivant sous la

menace du changement climatique et de la pénurie des ressources ? Est-ce que les pistes du « découplage », des innovations technologiques et de la croissance verte peuvent être une réponse satisfaisante ?

Pour Tim Jackson, il convient de dissocier la prospérité de la croissance et de passer d'une économie qui vise à l'opulence ou à l'utilitarisme à une économie qui vise à l'épanouissement humain et dont la place dans la société doit être reconsidérée conséquemment pour tenir compte pleinement du social, du culturel et de l'écologie.

L'auteur s'en prend aussi à un des nœuds essentiels du défi : il enrichit son analyse par une exploration de la théorie macroéconomique pour comprendre comment stabiliser l'emploi sans passer par la case croissance. Il nous invite donc, non à une simple décroissance synonyme de récession, mais à une transition progressive vers une prospérité alternative à la croissance.

Ce que « Prospérité sans croissance » nous propose va certainement plus loin qu'une réévaluation des instruments de mesure : c'est une invitation à changer la mappemonde intellectuelle sur laquelle il faudra apprivoiser ces instruments pour réapprendre à se repérer, à s'orienter et à trouver une voie commune qui préserve les intérêts de chacun ;

- « *Postwachstumsgesellschaft. Konzepte für die Zukunft* », travail collectif sous la direction de **Irmis Seidl et Angelika Zahrt** (membre du Deutscher Rat für Nachhaltigkeit ». La thèse centrale de ce livre collectif est que la société post-croissance ne dépend pas existentiellement de la croissance économique. La croissance économique n'est pas un impératif ni une fin en soi et ne saurait plus être le paradigme de l'économie, de la politique et de la société. Trois caractéristiques définissent cette société post-croissance :
 - « es findet keine Politik zur Erhöhung des Wirtschaftswachstums statt ;
 - Wachstumsabhängige und wachstumstreibende Bereiche, Institutionen und Strukturen werden umgebaut, so dass sie von Wirtschaftswachstum unabhängig sind ;
 - Das Wachstum von Energie- und Ressourcenverbrauch inkl. Fläche und Biodiversität wird gestoppt und der Verbrauch entsprechend den Nachhaltigkeitszielen zurückgefahren » ;
- « Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire », du professeur **Jean Gadrey**, ancien membre de la Commission Stiglitz.

Le professeur Gadrey, expert des comptes de la richesse (cfr aussi le livre qu'il a écrit avec Florence Jany-Catrice sur *les nouveaux indicateurs de richesse*), part de deux constatations :

- le PIB ne mesure ni le bien-être ni la soutenabilité écologique et sociale ;
- la croissance, présentée par nos dirigeants comme un remède à tous les maux, pour réduire le chômage, régler le problème des retraites, résorber les inégalités et combattre la pauvreté ou surmonter la crise écologique, n'est plus une solution, mais un problème, un facteur de crise et un obstacle au progrès.

Le livre de Jean Gadrey veut proposer les perspectives d'une autre trajectoire, les contours d'une autre modernité, le bien-vivre dans un monde soutenable. Pour ces scénarios alternatifs post-croissance, une condition est nécessaire, sans être suffisante : une forte réduction des inégalités sociales, dans le monde et dans chaque pays. Ce qui est inévitable, par ailleurs, c'est que les modes de production et les modes de vie soient profondément modifiés.

Jean Gadrey ne cache pas que le niveau de vie matériel diminuera sans doute. Mais cela sera compensé par de meilleurs services (transports, logements sociaux, etc.), une meilleure alimentation, plus de temps libre, des liens plus durables, plus de lien social, etc. Sans oublier qu'une telle société du « mieux-être » et non plus du « plus-avoir » redynamisera notre démocratie, sur la base d'une économie sociale et solidaire, responsabilisant le citoyen et permettant l'éclosion de nombre d'initiatives de la société civile (voir p.ex. *les 50 propositions pour changer de cap*, le Labo de l'ESS).

Voilà. Je vais m'arrêter là, en vous priant de m'excuser d'avoir été un peu trop long. Mais je pense que cette réflexion sur la société post-croissance fait désormais partie d'une réflexion sur un développement durable redynamisé.

Comme le disait déjà Confucius : *der Weg ist das Ziel* (le chemin est le but). Notre réflexion sur les nouveaux indicateurs du bien-être vaudra autant par les processus de débat public et d'implication de tous les acteurs dans la réflexion que par ses résultats.

Je nous souhaite donc une discussion riche et ouverte, visant certes des consensus, chaque fois que c'est possible, mais ne craignant pas les dissensions et les positions « marginales », toujours préférables aux « consensus mous ».